Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Dossier 9 | 2007

Inégalités écologiques, inégalités sociales

À propos de quelques utilisations des termes « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ?

Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini et Jean-Claude Dauvin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3426>

DOI : 10.4000/developpementdurable.3426

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini et Jean-Claude Dauvin, « À propos de quelques utilisations des termes « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Dossier 9 | 2007, mis en ligne le 03 mai 2007, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/3426> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.3426

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

À propos de quelques utilisations des termes « Inégalités écologiques » : simples impropriétés de langage ou accaparement abusif ?

Gérard Bellan, Denise Bellan-Santini et Jean-Claude Dauvin

« Mal nommer les choses, c'est ajouter aux malheurs du monde » A. Camus

- 1 Dans le cadre d'un appel d'offre du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA : Ministères de l'Équipement et de l'Écologie), APR complémentaire programme D2RT En 2005, une équipe pluridisciplinaire, associant 16 chercheurs géographes, écologues, économistes et juristes, des acteurs publics et privés, placée sous la responsabilité de Ph. Deboudt¹, a répondu avec succès à un appel d'offres du Plan Urbanisme Construction Architecture – PUCA (Ministère de l'Équipement) et du Ministère de l'Écologie et du Développement durable), grâce à une proposition intitulée « Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux : enjeux de protection du patrimoine naturel et conflits d'usages du sol, évaluation de la vulnérabilité aux pressions foncières et intégration des contraintes environnementales dans les processus de planification urbaine ». en 2005, une équipe pluridisciplinaire associant 16 chercheurs géographes, écologues, économistes et juristes, des acteurs publics et privés, placée sous la responsabilité de P. Deboudt (Maître de Conférences à l'Université des Sciences et Technologies de Lille) a répondu avec succès à une proposition intitulée « Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux : enjeux de protection du patrimoine naturel et conflits d'usages du sol, évaluation de la vulnérabilité aux pressions foncières et intégration des contraintes environnementales dans les processus de planification urbaine ». Un des objectifs de cette proposition est de rappeler les enjeux scientifiques liés à la protection du patrimoine naturel dans les territoires littoraux et de hiérarchiser d'un point de vue scientifique et normatif, les critères d'identification de la valeur écologique, biologique et paysagère des milieux littoraux. Il est apparu, au regard des définitions et de l'usage de certains concepts qui semblent prévaloir actuellement,

qu'au terme d'une dérive sémantique, il serait impossible aux écologues impliqués dans cette approche pluridisciplinaire d'œuvrer scientifiquement et efficacement sans une sérieuse mise au point dans ce qui est le but de notre cette proposition. Il s'agit, en effet, de « *construire un tableau de bord proposant une méthode d'intégration de cette évaluation patrimoine naturel/pressions foncières dans les processus de planification d'usages du sol à partir de la détermination d'indicateurs combinant deux types de données: une bio évaluation des milieux (qualité environnementale, enjeux de protection) et une géo-éco-évaluation de la pression foncière* ».

- 2 Nous avons donc tenté dans cet article une réflexion sur le problème auquel nous sommes confrontés. Bien entendu, il ne saurait être question de prendre en compte l'immense littérature française ou étrangère que les questions que nous abordons ont pu susciter pour en faire une synthèse. Il serait de même stérile d'aligner les seules références bibliographiques. De ce riche éventail, nous ferons un choix, limité et arbitraire sans doute, mais qui nous paraît pertinent dans le cadre choisi.

De la définition de l'écologie

- 3 Le terme écologie, ses dérivés, les concepts fondateurs semblant échapper à leurs origines, la pensée naturaliste du XIX^e Siècle, et sans prétendre « rendre à César ... », il ne paraît pas inutile de rappeler que le terme « *écologie* » a été créé et défini par Haeckel en 1866. *Sensu stricto*, il signifie « *science de l'habitat* ». Selon la définition même donnée par Haeckel, il désigne la science globale dont l'objet est l'étude des interactions des êtres vivants avec leur environnement. L'écologie est une science de nature holistique. De nos jours, comme le soulignent Frontier *et al.* (2004, p. 1), la définition tend à être plus systémique. Ces auteurs considèrent que « *l'écologie est l'étude des interactions entre les organismes vivants et le milieu où ils vivent, et des organismes vivants entre eux, dans des conditions naturelles ou modifiées* ». L'écologie, cComme le rappelle Ramade (2002, p. 251), « *elle place son objet au sommet de l'échelle organisationnelle des êtres vivants et étudie les processus biologiques au niveau de la complexité maximale* ». Est-ce là un projet extrêmement ambitieux ? Est-il utile de dire que cette science est reconnue, codifiée et largement pratiquée ?
- 4 On peut considérer que deux concepts fondamentaux sont à l'origine de l'écologie contemporaine et de la manière dont elle est appréhendée : l'*interaction* entre les organismes et leur milieu et l'*adaptation* des espèces, de leurs populations et des communautés qui les regroupent, à leur environnement. La notion d'interaction semble être la base de la pensée haeckelienne. Cela Elle signifie que les êtres vivants subissent l'influence de facteurs dits écologiques qu'ils soient climatiques, chimiques, édaphiques (pédologiques, géologiques), hydrographiques, hydrologiques ou biotiques (relations conflictuelles ou associatives entre les espèces occupant et/ou exploitant le même milieu physique ou biotope). À l'opposé, par leur activité, ces êtres vivants modifient continuellement par leur activité, leur biotope et leur milieu. Il y a là, fondamentalement, la notion de réciprocité. Comme le rappellent Blandin et Bellan (1994, p. 12), on doit à Tansley (1935) le concept et le terme d'écosystème, unité écologique fondamentale dont Lindeman (1942) fournit une définition plus élaborée : « *The ecosystem may be formally defined as the system composed of physical-chemical-biological processes active within a space-time unit of any magnitude, i.e., the biotic community plus its abiotic environment* ». Frontier *et al.* (2004, p. 2) définissent l'écosystème comme un « *système d'interactions entre les populations des différentes espèces vivant dans un même site, et entre ces populations et le milieu physique* ». Ramade (2002, p. 254) souligne que la notion d'écosystème représente un

concept clef en écologie. Elle concerne « l'unité structurale et fonctionnelle en laquelle on peut subdiviser la biosphère tout entière, et a fortiori les ensembles hétérogènes d'un degré de complexité inférieur qu'elle renferme ». Un écosystème est une structure biologique dont le fonctionnement implique l'existence permanente de déplacements à l'intérieur de ses composants et entre ces derniers. Il est en permanence traversé par des flux d'énergie actionnant des transferts de matière entre le milieu physico-chimique et la biomasse, celle-ci étant une forme transitoire de stockage de l'énergie. Les écosystèmes constituent des entités en équilibre dynamique susceptibles d'évoluer en fonction de variations spontanées ou provoquées par des facteurs extrinsèques. Ces variations traduisent la complexité des écosystèmes avec leur biodiversité qui, par nature, est différente d'un écosystème à l'autre (voir Frontier *et al.*, 2004, p. 3-4 pour les notions de complexité, de résilience, d'hétérogénéité spatio-temporelle et des niveaux d'intégration des écosystèmes).

- 5 Bien que l'écologie traite des « êtres vivants » en général, on s'est assez rapidement rendu compte que, parmi ces êtres vivants, l'un d'entre eux, y compris aux périodes protohistoriques, l'homme (*Homo sapiens*) jouait son propre rôle au sein de ces ensembles « écologiques », en tant que partie prenante au même titre que les autres espèces animales et végétales. , Mais que son action pouvait être très particulière dans sa manière d'être et dans les effets en résultant. Ceci introduit l'anthropisation des écosystèmes, qui prend en compte diverses formes, depuis la pollution des écosystèmes, c'est-à-dire l'introduction de toutes substances étrangères (polluants organiques, métalliques, pharmaceutiques) dans le milieu naturel (sol, eau, air), les aménagements des territoires sous toutes leurs formes (constructions diverses à des fins d'habitation, de transports...).
- 6 Cette anthropisation des écosystèmes qui a probablement commencé très tôt lors de la sédentarisation des premiers hommes a conduit au fil du temps à considérer soit des systèmes naturels (ou *pristine* au sens anglo-saxon du terme), mais en reste-t-il vraiment aujourd'hui ?, soit des systèmes anthropisés. Il en est résulté la création d'anthroposystèmes plus ou moins modifiés par rapport aux systèmes naturels, mais généralement simplifiés, par exemple dans les agrosystèmes réduits à quelques espèces cultivées à haut rendement (blé, maïs, riz, sorgho...) mais exigeant un flux d'énergie exogène très important (motorisation, engrais, pesticides, herbicides...) pour maintenir leur production.
- 7 Par la suite, l'intérêt porté à cette espèce s'est développé et il a bien souvent fini par devenir exclusif de tout autre, l'homme finissant par se regarder dans son propre miroir, étant son propre projet d'étude et d'inquiétude, voire de fascination. Il est démontré que, depuis son apparition, l'homme (et plus probablement le genre *Homo* dans son ensemble) a eu une influence toute particulière, prépondérante dans le temps et dans l'espace, sur l'ensemble du milieu, sur l'environnement en général. Ceci tend à focaliser, à monopoliser par certains, le champ global de l'écologie, laquelle se restreint progressivement à l'étude de l'homme dans son environnement et singulièrement à quelques facteurs de cet environnement reconnus ou supposés être déterminants pour la vie de l'homme, tant au niveau des besoins essentiels à sa survie que des aménités dont il a besoin pour qu'une « vie » mérite véritablement d'être considérée comme une « *belle vie* » ou un « *bien être* ». On aboutit ainsi à la notion d'écoumène, (terme qui s'est orthographié comme oecoumène, oecumène, ou encore oekoumène), qui est une notion de géographie désignant l'ensemble des terres anthropisées (habitées ou exploitées par l'Homme) (Berque, 2000, p. 1). L'objet est la terre, comme demeure de l'espèce humaine,

et le sens interroge la relation d'interdépendance entre l'humanité et son habitat (il s'agit donc d'une définition proche de celle de l'écosystème). La question soulevée par Berque (2000) est : le concept d'écoumène a-t-il encore une pertinence positive puisque l'on peut considérer qu'il n'y a plus sur la planète terre d'espaces vierges (naturels !) ? En d'autres termes, L'objet est la Terre, comme demeure de l'espèce humaine, et le sens interroge la relation d'interdépendance entre l'humanité et son habitat (donc une définition proche de celle de l'écosystème). La question soulignée par Berque (2000) est de savoir si le concept d'écoumène a encore une pertinence positive, puisque l'on peut considérer qu'il n'y a plus sur la planète d'espaces vierges (naturels !) : la Terre serait dans sa totalité un écoumène. Mais peut-on en dire autant de la mer ? Si le concept garde une valeur, celle-ci réside dans la relation de l'homme à sa planète, la seule qui lui soit habitable, et que cette particularité mérite son attention (Berque, 2000). On ne peut nier la part particulière de l'homme, une espèce parmi d'autres, mais qui a la possibilité de modifier l'environnement, d'étudier ces changements dans les recherches dans tous les domaines des sciences écologiques, et de proposer des mesures pour réduire son propre impact sur les changements à l'échelle planétaire (ou locale).

Environnement et écologie

- 8 Dans le même ordre d'idée, on peut considérer que depuis environ quatre décennies, tout ce qui peut constituer la composante écologique du cadre de vie de l'homme est désigné dans le schéma d'une acception plus spécifique, mais aussi plus restreinte, comme de « l'environnement », sous-entendu de l'homme. Celui-ci est alors placé au centre de l'écosystème et de son environnement, les interactions sont focalisées pour en assurer le maintien, l'expansion, le plus souvent au détriment des espèces et espaces naturels donc du patrimoine naturel, bien commun de l'humanité, reconnu comme tel par les conventions et traités internationaux. On assiste alors au développement de l'écologie de la conservation que nous ne développerons pas ici, cet aspect de l'écologie n'étant point le sujet de notre propos, voire de la notion de gestion des écosystèmes au sens anthropocentrique : gestion par l'homme pour l'homme.
- 9 Cette véritable dérive du concept d'écologie ne fait que s'accroître, par suite de la multiplicité de l'utilisation de ce terme, par mutations successives de son sens premier, voire par appropriation abusive et restrictive. La mise en évidence du rôle déterminant, voire néfaste, de l'homme sur son environnement tant local que planétaire devait rapidement conduire à la création de courants de pensée, puis de structures y compris politiques reprenant, éventuellement à leur seul usage, une notion par définition holistique : l'écologie. Malgré ces dérives sémantiques, une science persiste à exister et des recherches, innombrables, continuent à être réalisées en conservant l'usage des concepts fondateurs et initiant des études utilisées dans le cadre de la gestion de l'environnement, ce qui dans l'esprit de certains ne manque pas de susciter des confusions en partie volontaires, voire des récupérations. Il convient donc, puisque l'usage montre qu'il est impossible de revenir en arrière lorsque le sens premier d'un terme (voire d'un concept) a ainsi dérivé et s'est élargi, de bien définir la notion que l'on veut prendre en compte et de bien identifier l'objet de référence. Notre propos n'est pas de nier l'évolution de l'écologie comme branche des sciences naturelles et de la biologie vers un champ disciplinaire plus large de science de l'environnement souvent centrée sur l'homme, mais de veiller à la bonne utilisation des termes définis au départ par des écologues, puis utilisés dans d'autres sens notamment par des collègues des sciences humaines et sociales, sans toujours une bonne connaissance des fondements et concepts

de l'écologie. Notre propos n'est pas de nier l'évolution de l'écologie comme branche des sciences naturelles et de la biologie vers un champ disciplinaire plus large de science de l'environnement souvent centrée sur l'homme mais de veiller à la bonne utilisation des termes définis au départ par des écologues puis utilisés dans d'autres sens notamment par des collègues des sciences humaines et sociales sans toujours une bonne connaissance des fondements et concepts de l'écologie.

- 10 À ce stade de notre réflexion, il paraît important de nous rapprocher de ce qu'il est convenu d'appeler l'École de Chicago, ne serait-ce que pour insister sur l'importance, plus que centenaire qu'elle a eu dans le champ des sciences humaines et sociales, tout particulièrement en sociologie, architecture, économie. Dans le domaine de la sociologie, l'écologue est séduit par l'avant-propos de l'ouvrage de Grafmeyer et Joseph (2004) et en particulier par ce qu'ils tirent des travaux « fondateurs » de Park. Grafmeyer et Joseph (2004, p. III) soulignent que « l'ambition de Park était de fonder une véritable écologie urbaine » permettant de saisir l'ensemble des relations entre les citadins dans leur milieu de vie. L'écologie animale et végétale qui était alors en plein essor dans le prolongement de la théorie darwinienne, lui a fourni un cadre de référence pour penser *par analogie* ces relations en termes de compétition, de dominance, d'invasion-succession, de conflit, de symbiose. En partie influencé par cette vision naturalisante, le programme scientifique de l'écologie urbaine s'en démarquait néanmoins par l'importance qu'il accordait aux phénomènes de mobilité et de crise² » Nous y voyons un pont entre diverses disciplines, pour autant que le sens exact que chacune d'entre elles attribue au terme « écologie » ait été précisé et évite d'être drastiquement réducteur.

Des inégalités écologiques

- 11 Actuellement, le thème qui semble envahir de plus en plus la réflexion au niveau du Ministère de l'écologie et du Développement durable et du Ministère celui de l'Équipement en France a pour intitulé « *les inégalités écologiques* ». Il semble en quelque sorte servir de pierre angulaire au « développement durable ». Véritable paradigme, cette notion d'inégalités écologiques recouvre une variété d'interprétations. Si le terme de « fourre-tout » pourrait paraître quelque peu injurieux, le « naïf » s'en emparant a l'impression de se trouver dans un supermarché à l'enseigne de l'écologie où il n'a finalement qu'à choisir. Pour en revenir aux « inégalités écologiques », il est tout à fait clair qu'un nombre non négligeable de rapports officiels et de publications diverses se sont attelés à en préciser sa signification. Parmi ceux-ci, nous ferons référence au rapport de Laigle intitulé (2005). L'auteur, qui se présente elle-même comme sociologue et économiste, ne semble utiliser des termes renvoyant à la définition de l'écologie (y compris ce dernier) et à son contenu que de manière très parcimonieuse, et restrictive les plaçant préférentiellement hors du champ de l'écologie *sensu stricto*, ce qui apparaît être un parti pris totalement réducteur. Dans un rapport extrêmement bien documenté sur les « *inégalités écologiques en milieu urbain* », Diebolt *et al.* (2005, p. 8), soulignent que les « *acteurs français du développement durable* » avaient fort bien souligné dans leur rapport préparatoire au Sommet Mondial sur le Développement Durable réuni à Johannesburg en 2002 la difficulté à en donner une définition, fût-ce apparemment sous forme de tentative. Pour ces acteurs, « *le champ des inégalités écologiques est en fait fort étendu et recouvre aussi bien une exposition aux risques naturels et technologiques, une dégradation de la qualité de la vie, une privation relative de certains biens et services communs allant jusqu'à un accès restreint ou altéré à des ressources vitales, toutes choses se traduisant par une altération du potentiel de développement au sens plein du terme* ». Par ailleurs, les auteurs du rapport

ministériel considéraient que la pertinence de cette définition était « *peu opérationnelle, le champ en étant insuffisamment décrit* ». Un peu plus loin, ils reconnaissaient que le « *terme inégalités accolé à écologiques ne produit guère de sens* ». Ce qui ne nous surprend point, si comme eux, on se réfère à la définition même de l'écologie que ce soit celle du Petit Robert (cf. Diebolt *et al.*, 2005) ou celle fournie par Ramade (2002, p. 254) ou Frontier *et al.* (2004, p. 1)]. En bref, selon Diebolt *et al.* (2005, p. 10) : « *L'expression inégalités écologiques correspond à une convention de langage* ». Nous la qualifierons d'*invasive* par analogie aux observations de plus en plus fréquentes d'espèces « *exotiques* ».

- 12 Comme nous ne le soulignerons jamais assez, et comme cela est particulièrement éclatant dans le travail de Laigle (2005), cette utilisation du terme « *écologie* » et de son qualifiant « *écologique* » néglige totalement la notion de « *nature* », de milieu naturel (anthropisé ou non) ainsi que tout ce qui sous-entend leur protection et leur gestion, plus encore leurs droits si tant est que dans les concepts sociologiques actuels on puisse envisager que la nature et les organismes vivants aient des droits alors même qu'ils sont reconnus dans la Loi constitutionnelle relative à la Charte de l'environnement : « *Le peuple français, considérant que les ressources et les équilibres naturels ont conditionné l'émergence de l'humanité ; que l'avenir et l'existence même de l'humanité ont indissociables de son milieu nature ; ...* ». Un colloque récent (novembre 2003) organisé à Boulogne-sur-Mer par le Laboratoire d'Analyse et de Recherche Juridique dont les Actes viennent d'être publiés dans les travaux de la CEDECE (2006) portait sur l'Environnement et les Droits de l'Homme. Champeil-Desplats (2006, p. 17) s'y interroge sur la place du droit et de la protection de l'environnement comme un des droits fondamentaux et développe un argumentaire en deux volets. En droit positif, la protection de l'environnement est un droit fondamental dès lors qu'elle est proclamée et assortie de garanties constitutives d'un concept préalablement défini de droits fondamentaux. Pour d'autres, le défaut de consécration juridique et de mécanismes de garanties spécifiques ne fait pas obstacle au caractère fondamental d'un droit à la protection de l'environnement.
- 13 Cette notion de « *nature* » telle que nous la comprenons, est-elle exclue des Conférences internationales ? Certes non. Il est précisé dans les principes adoptés à la Conférence de Rio que « *les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature* ». Mieux encore, la Déclaration d'Istanbul (1996, p. 3) pose ainsi une problématique « *pour protéger l'environnement mondial et améliorer la qualité de la vie dans les établissements humains, nous nous engageons... à préserver la capacité limite des écosystèmes et à préserver les chances des générations futures* ». Sans vouloir trop s'étendre sur la notion de capacité des écosystèmes, aujourd'hui en écologie fonctionnelle (étude de la contribution des systèmes à la production biologique en relation notamment avec leur biodiversité), de nombreuses études cherchent à établir les relations entre les espèces (attributs fonctionnels) et les fonctions (production, accueil...) (Frontier *et al.*, 2004, p. 429-440). N'oublions pas non plus que notre Code de l'Environnement, reprenant la loi du 2/02/1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement stipule précise que « *Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation* ». Nous ne citerons que pour mémoire, les conventions et directives instituant la protection des espèces et des espaces naturels (Berne, Barcelone, Washington, Habitats...).

- 14 Ne serait-il point temps de revenir aux sources et à une attitude plus réaliste et plus universelle, sinon aux origines ? C'est-à-dire partir d'une définition « haeckelienne » des inégalités écologiques, telle que nous la proposerons. Après avoir rappelé que le terme d'inégalité désigne le résultat d'un processus qui aboutit à une différence de situation.
- 15 Pour en revenir au rapport de « *Les inégalités écologiques de la ville. Caractérisation des situations et de l'action publique* » (Laigle, 2005), celui-ci a pris le parti de caractériser les inégalités écologiques tout en identifiant la façon dont elles se manifestent vis-à-vis de certaines populations en milieu urbain et en s'interrogeant sur les causes qui en sont à l'origine. Il est évident, en ce qui nous concerne, que notre démarche d'écologue ne peut être la même dans la mesure où le « *développement urbain générateur d'inégalités* » n'est qu'un des nombreux facteurs intervenant sur le milieu.
- 16 Laigle (2005, p. 7) caractérise les inégalités écologiques comme un cumul des inégalités suivantes :
- les inégalités liées au marquage social et écologique des territoires (mais que sous-entend l'auteur exactement par « écologique » ?) ;
 - les inégalités d'accès à l'urbanité et au cadre de vie ;
 - les inégalités par rapport aux nuisances et aux risques (naturels, technologiques, industriels) ;
 - les inégalités dans la capacité d'agir sur l'environnement et d'interpeller la puissance publique pour la transformation du cadre de vie.
- 17 En fait, il convient de constater un décalage de concept et un abus de terme chez Laigle. Elle nomme, comme inégalités écologiques de la ville, ce qui, en fait, sont des inégalités de situation subies par l'homme dans la ville, par les habitants de la ville et dont les véritables inégalités écologiques (différence de milieux, de paysages, de peuplements animaux et végétaux, d'organisation fonctionnelle, de flux d'énergie et de cycle de la matière dans les écosystèmes... voir Ramade, 2002, p. 254-259) ne constituent véritablement qu'une partie en constituent intrinsèquement une partie.
- 18 Nous sommes bien conscients que Laigle ne cherche qu'à traiter les inégalités écologiques en milieu urbain et périurbain. Néanmoins, il faut remarquer qu'elle ne fait jamais appel à la moindre notion d'écologie, pas même d'environnement au sens commun du terme lorsqu'il se rattache à l'écologie et plus simplement au milieu naturel ou anthropisé. Par exemple, chez l'auteur, le terme de « parc », ne se rapporte qu'aux parcs de logements ou aux parcs de stationnement... Par ailleurs, on cherchera en vain l'utilisation de termes (nominatifs ou qualificatifs) susceptibles de se rattacher à la notion fondatrice de l'écologie. Seraient-ils inexistant, voire bannis des milieux urbains ?
- 19 Le débat qui nous anime aujourd'hui au sein du groupe de travail de (PUCA), notamment entre géographes urbanistes et écologues, est le traitement particulier donné par les géographes des marges urbaines ou périurbaines (et plus largement sans doute par les représentants des sciences de l'homme et de la société) au terme d'inégalités écologiques dans la mesure où il sous-entend qu'une partie de la population (les moins riches, les exclus, les banlieues) n'ont pas le libre accès aux usages récréatifs liés aux espaces naturels protégés ou non. Par contre, inégalités écologiques *sensu* écologue se comprend en termes de biodiversité, intérêt patrimonial, espèces et espaces ayant un intérêt écologique reconnu (par exemple, inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique – ZNIEFF) ou de protection (par exemple réserves naturelles, parcs nationaux, aires marines protégées...). Le débat entre écologues et économistes

concerne les notions de fonctionnalités écologiques, de valeurs non marchandes, de valeurs écologiques, d'aménités, de valeurs économiques des espaces et services 'naturels' (voir Costanza *et al.*, 1997, p. 254). Une étude récente (Laroutis, 2006, p. 233) réalisée sur la valeur économique des zones humides de la baie de Seine à partir de l'application la méthode d'une méthode d'évaluation contingente permet de montrer une situation paradoxale entre les moyens attribués pour la gestion des zones humides (500 euros/an/ha) et la valeur induite par leur industrialisation (180 000 euros/an/ha).

- 20 Certes, les inégalités écologiques ne peuvent avoir le même contenu dans les territoires urbains, en particulier les plus densifiés et dans les territoires ruraux ou littoraux. Il est impératif de distinguer les deux, car les facteurs humain et la nature n'ont pas la même importance, le rôle de l'homme est dominant dans les inégalités écologiques en territoire urbain alors que la nature reste dominante dans les inégalités écologiques dans de vastes zones en territoire rural ou littoral et marin. Cette dominance domination ne signifie pas exclusion. On regrettera d'ailleurs que ce problème des inégalités écologiques, en milieu rural, et plus exactement hors des milieux urbains, n'ait guère suscité de vocations ni même d'intérêt. Si l'on veut prendre comme exemple le territoire en bande que constitue le littoral, la partie mer n'est pas peuplée par l'homme ; quant à la partie terre, une fraction reste inoccupée par le fait légal, soit une bande de 100 m dans les zones non urbanisées, protégée par la loi Littoral. Il existe aussi des territoires gelés par les collectivités ou le Conservatoire de l'Espace littoral et des Rivages lacustres ou à cause de la structure géomorphologique (falaises, dunes, subissant des érosions...) (Dauvin, 2002, p. 48-50). En revanche, On regrettera d'ailleurs que ce problème des inégalités écologiques, en milieu rural, et plus exactement hors des milieux urbains, n'ait guère suscité de vocations ni même d'intérêt. Si l'on veut prendre comme exemple, le territoire en bande que constitue le littoral, la partie marine n'est pas peuplée par l'homme, quant à la partie terrestre, une fraction reste inoccupée par le fait légal soit une bande de 100 m dans les zones non urbanisées protégées par la loi Littoral. Il existe aussi des territoires gelés par les collectivités ou le Conservatoire de l'Espace littoral et des Rivages lacustres) ou à cause de la structure géomorphologique (falaises, dunes, subissant des érosions...) (Dauvin, 2002, p. 48-50). En revanche en dehors de ces zones protégées, on assiste à un engouement démesuré (augmentation très forte du foncier notamment pour la construction de résidences secondaires) en faveur des autres zones notamment des marges urbaines (Dauvin, 2002, p. 43).
- 21 On aurait alors à considérer, en ce qui concerne le milieu naturel, qu'il n'y aurait que des différences écologiques Il s'agit, en fait, d'inégalités, puisqu'il s'agit de milieux dont la nature et la qualité ne sont pas les mêmes ; milieux pour lesquels la biodiversité, la qualité du paysage sont si différentes que leur attrait, en lui-même, en serait différent.
- 22 Nous considérerons donc que les inégalités écologiques des territoires se caractérisent par :
- les inégalités liées au facteur nature (habitats naturels, dynamique naturelle des milieux, différences de la biodiversité, présence d'espèces rares, endémiques, emblématiques....) ;
 - les inégalités d'accès aux usages de la terre et de la mer ;
 - les inégalités face aux risques³ naturels (tremblements de terre, dangers d'éboulement, d'avalanches, d'inondations...) et anthropiques (pollutions, artificialisation, densité du bâti urbain...) ;
 - les inégalités dans les politiques locales ou nationales en ce qui concerne la protection du milieu et la réglementation des usages que l'on peut qualifier d'inégalités de gouvernance.

Remarques particulières et évocations prospectives

- 23 Dans une récente synthèse, Theys (2005, p. 2) reprend ce paradigme des inégalités écologiques et en retire quelques réflexions particulièrement bienvenues. Il précise que l'expression « *inégalités écologiques* » ne renvoie pas à des inégalités de situations physiques mais à des *inégalités sociales face à l'environnement*. Plus loin (p. 3), J. Theys se pose la question : Inégalités écologiques : mythe ou réalité ? Il avance que ces inégalités existent, mais il les appelle « inégalités environnementales », ce qui peut regrouper tout autre chose n'ayant que peu à voir avec l'écologie. Toutefois (p. 5), il avance que le concept d'environnement s'est construit en présence de trois conceptions possibles : l'une, biocentrique et objective, issue des naturalistes, la deuxième, anthropocentrique et « subjective » où l'environnement est vu comme un ensemble de relations entre l'homme et le milieu naturel ou construit dans lequel il vit, et enfin une conception « *technocratique* » dans laquelle l'environnement se définit comme un ensemble de limites, de problèmes à résoudre, de risques à gérer pour que fonctionnent des hybrides de nature et de culture. L'évolution du concept d'inégalités écologiques entre les approches un et deux et la troisième a eu, comme le soutient Theys pour conséquence majeure de marginaliser l'environnement, -ici- urbain et de « *noyer la thématique des « inégalités écologiques » dans l'aménagement des villes...* », ce en quoi nous partageons son opinion, tout en regrettant cet état de fait.
- 24 Depuis quelques années, notamment sous l'influence du WWF, la notion d'empreinte écologique se développe en France. Depuis quelques années, la notion d'empreinte écologique se développe en France. Le Ministère de l'Écologie et du Développement durable épaulé le WWF dans le cadre de cette approche, reprise récemment par le Plan Bleu pour la Méditerranée, organisme de prospective créé sous l'égide du PNUE, dans le cadre de la Convention de Barcelone. L'empreinte écologique (Benoit et Comeau, 2005, p. 26) donne une mesure de la quantité de surface biologiquement productive (sol et eau) théorique dont un individu, une ville, un pays, une région ou l'humanité a besoin pour produire les ressources qu'il consomme et pour absorber les déchets qu'il génère, en utilisant les technologies et les modes de gestion en place. On retrouve ici la notion de capacité de charge des territoires et celle d'utilisation rationnelle des territoires, rappelées au Sommet de la Terre de Rio (CNUED) en 1992 et figurant dans la Charte européenne de l'Aménagement des territoires, lors de la 12^e session de la Conférence européenne des Ministres responsables de l'Aménagement du Territoire (CEMAT) du Conseil de l'Europe, tenue à Hanovre les 7 et 8 septembre 2000. L'empreinte écologique permet d'évaluer la pression de la demande de l'humanité sur les ressources naturelles de la Terre. Le mode de calcul de cette empreinte est difficile et il paraît hors sujet de s'y aventurer dans cette note. Nous avons tenu à évoquer ce concept qui mériterait d'être débattu car il présente un intérêt remarquable tant au niveau des inégalités écologiques qu'environnementales et sociales.
- 25 Toujours dans le cadre des approches juridiques nationales et internationales, précédemment évoquées, la question du « développement durable » mériterait, pour elle même, une analyse particulière, qui dépasse aussi l'objectif de cette note. Pour un écologue, cette terminologie de « développement durable » pour traduire le terme anglais « *sustainable development* » (directement traduit en italien par « *sviluppo sostenibile* ») peut, à nouveau, poser problème. En revanche, son introduction dans la sphère politique internationale est capitale : il suffit de rappeler que la Conférence de Rio et la Déclaration d'Istanbul se préoccupaient d'une vie « *en harmonie avec la nature* » et

exigeaient « *le respect des écosystèmes* ». Enfin, il nous paraît important de rappeler que dans le cadre des réunions internationales préparatoires aux diverses conventions, traités, etc., les délégations officielles françaises ne sont que rarement accompagnées par des scientifiques reconnus nationalement et internationalement. Il en résulte des carences dommageables, comblées, souvent à nos dépens, par nos collègues étrangers (Ghézi, Bellan, 2002).

Conclusions

- 26 Dans une session préparatoire —version française— (28/01/-8/2/2002) de la Commission du Développement Durable du Conseil Économique et Social des Nations Unies, il est précisé (p. 2) que « *la promotion des objectifs de durabilité, le traitement immédiat des besoins sociaux et humains et la préservation simultanée des écosystèmes fragiles permettant la vie sur terre sont devenus une priorité de plus en plus importante pour la communauté scientifique et technologique internationale* » et (p. 4) : « *Promouvoir les objectifs d'une transition vers la durabilité, c'est-à-dire répondre aux besoins de l'être humain tout en préservant les systèmes d'entretien de la vie sur terre est devenu l'une des principales gageures pour la communauté scientifique et technique* ». La Sommet de Johannesburg n'était pas en reste lorsqu'il insistait sur l'impérieuse nécessité de la conservation de la biodiversité et des écosystèmes, y compris pour lutter contre la pire inégalité sociale : la pauvreté « *L'étroite relation entre la conservation de la biodiversité biologique et l'atténuation de la pauvreté n'est pas toujours bien reconnue ni comprise* » souligne un rapport des Nations Unies (2002 p. 111). Ceci, implicitement, nous engage tous solidairement quelle que soit individuellement notre spécialité.
- 27 Les inégalités écologiques ne sont donc pas seulement là où un schéma trop réducteur s'efforce de les débusquer et si l'on tient à conserver un développement durable, il serait bon que l'on s'en tienne à rechercher un développement soutenable, et ne pas oublier la nature dans son ensemble et par rapport à ses différentes facettes. Comme le rappelle Medhi (2006, p. 14) « *L'humanité doit faire face à une crise écologique extraordinaire car à la fois globale et inéquitable dans certaines de ses conséquences. À plus long terme, l'altération des écosystèmes risque d'aggraver sensiblement la pauvreté de centaines de millions de personnes* ». Ceci interpelle tout autant les socio-économistes que les naturalistes. Sans réclamer un « *tout écologique* », il est urgent de revenir dans les faits, mais aussi dans les termes à une juste prise en considération par tous de la nature, dans son intégralité, faune, flore et habitats, donc de redonner à l'écologie la place exacte et entière qui est la sienne. En d'autres termes, ne pas sous la pression humaine, être réducteur et ignorer le reste de la planète.,
- 28 Remerciements: Les auteurs sont particulièrement reconnaissant aux arbitres et à l'éditeur de la Revue, ainsi qu'à leurs collègues du programme « Inégalités écologiques dans les marges urbaines des territoires littoraux » qui, selon la formule biblique, « les ont conduits dans les vastes pâturages » d'une sociologie somme toute écologique.

BIBLIOGRAPHIE

- Benoit G., Comeau A. (2005), *Méditerranée. Les perspectives du Plan Bleu sur l'environnement et le développement*, Collection monde en cours, bibliothèques des Territoires, Aube et Plan Bleu Editeurs, 428 p. + 3p.
- Berque A. (2000), *Ecoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Belin, collection Mappemonde, Paris, 272 p.
- Blandin, P., Bellan G. (1994), « Les systèmes écologiques littoraux et marins : fondements conceptuels pour une gestion intégrée », p. 10-19, In : *Les Biocénoses marines et littorales de Méditerranée, synthèse, menaces et perspectives*, Bellan-Santini D., Lacaze J.-C., Poizat C., éditeurs, Secrétariat de la Faune et de la Flore, *Patrimoines Naturels*, 19, p. 1-246.
- Champeil-Desplat V. (2006), « Droit à la protection de l'environnement et droits fondamentaux », p. 17-26, In : *Environnement et renouveau des droits de l'Homme*, V. Champeil-Desplats V., Ghezali M., Karagianis S., éditeurs. La Documentation française, Paris, 188 p.
- Costanza R., d'Argue R., De Groot R., Farber S., Grasso M., Hannon B., Limburg K., Naeem S., O'Neill R., Paruelo J., Raski N.R.G., Sutton P. Vn Den Belt M. (1997), « The value of the world's ecosystem services and natural capital », *Nature*, 387, p. 253-260.
- Dauvin J.-C. (Coord.) (2002), « Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel », *Patrimoines Naturels*, 57, p. 1-346.
- Diebolt W., Helias A., Bidou D., Crepey G. (2005), *Les inégalités écologiques en milieu urbain*, Rapport de l'Inspection Générale du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, 68 p.
- Frontier S., Pichod-Viale D., Lepretre A., Davoult D., Luczak C. (2004), *Ecosystèmes. Structure, fonctionnement, évolution*, 3^e édition, Dunod, 549 p.
- Grafmeyer Y., Joseph I. (2004), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Édition Champ, Flammarion, Paris, 380 p.
- Ghezali M., Bellan G. (2002), « La position de la France à l'égard des conventions internationales relatives à l'environnement », In : Dauvin J.C. (Coord.), *Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel*, *Patrimoines Naturels*, 57, p. 130-135.
- Laigle L. (2005), *Les inégalités écologiques de la ville. Caractérisation des situations et de l'action publique*, Centre scientifique et technique du Bâtiment, 118 p.
- Laroutis D. (2006), *Les activités industrielles liées à l'estuaire de la Seine et leurs impacts environnementaux : analyse coûts-bénéfices pour une gestion prospective intégrée*, Thèse Université de Rouen, 313 p.
- Mehdi R. (2006), Message, p. 13-14, In : Champeil-Desplats V., Ghezali M., Karagianis S., éd., *Environnement et renouveau des droits de l'Homme*, La Documentation française, Paris, 188 p.
- Nations Unies – Centre des Nations Unies pour les établissements humains (1996), Déclaration d'Istanbul, préparatoire à la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies consacrée à l'examen et à l'évaluation d'ensemble de l'application du Programme pour l'habitat, New York, 6-8 juin 2001, 5p.

Nations Unies (2002), *Rapport du sommet mondial pour le développement durable*, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002, 192 p.

Nations Unies – Conseil Economique et Social (2002), Dialogue multipartite dans le cadre de la deuxième session de la Commission du développement durable constituée en Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement durable, 1075 p.

Ramade F. (2002), *Dictionnaire Encyclopédique de l'Ecologie et ses Sciences de l'Environnement*, 2^e édition, Dunod, Paris, 1075 p.

Tansley A.G. (1935), « The use and abuse of vegetational terms and concepts », *Ecology*, 16, p. 284-307.

TheysJ. (2005), *Les inégalités écologiques, dimension oubliée de l'action publique : entre raisons politiques et explications épistémologiques*, Collection « Inégalités sociales et environnementales », Institut d'Urbanisme de Paris, 11 p.

NOTES

1. Maître de Conférences à l'Université des Sciences et Technologies de Lille.
2. En fait « mobilité » et « crise » sont des constantes dans les milieux naturels ou anthropisés.
3. Ne vaudrait-il pas mieux parler d'aléas naturels, laissant les risques aux suites des activités humaines ?

RÉSUMÉS

Le champ, holistique, de l'écologie (étude des interactions des êtres vivants avec leur environnement, Haeckel, 1866) semble se rétrécir aujourd'hui chez de nombreux auteurs chercheurs issus de diverses disciplines des sciences humaines et sociales (géographes, juristes, politologues, ...) à l'étude de l'homme dans son environnement. De cette « néo-écologie » dérive le concept actuel d'« inégalités écologiques » lequel peut être considéré comme une « convention de langage » (Diebolt et al., 2005) qui néglige la notion de Nature. La généralisation de ce même fâcheux paradigme rencontre un réel consensus dans le cadre du « développement durable » qui mérite à lui seul un développement particulier. Glissements sémantiques et traductions négligées conduisent à la dénaturation des meilleures intentions.

The holistic field of ecology (study of interactions between living beings and their environment, Haeckel, 1866) seems today in diverse disciplines of the human sciences (geography, law, politics?...) to narrow to the study of Man in his environment. From this «new-ecology», is deriving the present concept of «ecological inequalities» which could be considered as a «convention of language» (Diebolt et al., 2005), neglecting the notion of Nature. The generalization of this paradigm encounters a true consensus in the frame of «développement durable» (French translation of «sustainable development») which needs too a special analysis. Semantic shifting and neglected translations may induce the perversion of the best intentions.

INDEX

Keywords : sustainable development, social economy, nature, protection, ecology, ecological inequalities

Mots-clés : développement durable, écologie, inégalités écologiques, soutenable, socio-économie

AUTEURS

GÉRARD BELLAN

Gérard Bellan, Directeur de Recherche Émérite au CNRS, Docteur d'État es-Sciences Naturelles, Océanographe biologiste, Université de la Méditerranée, Centre d'Océanologie de Marseille, UMR DIMAR 6540. Spécialiste du benthos méditerranéen. Expert du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable, membre du Groupe de travail national Mer. Membre du CS du PNR du Luberon. Centre d'Océanologie de Marseille, UMR CNRS DIMAR 6540, Université de la Méditerranée, Station marine d'Endoume, Rue Batterie des Lions, F-13007 Marseille. gerard.bellan@univmed.fr Bellan G. (Coord.), Dauvin J.C., Gentil F., Bellan-Santini D., Houbin C., 2002, Étude bibliographique sur les types d'habitats marins dans le cadre de la mise en œuvre de l'annexe V "biodiversité" de la convention OSPAR, Rapport, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement/Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris, 45 p.

DENISE BELLAN-SANTINI

Denise Bellan-Santini, Directeur de Recherche Émérite au CNRS, Docteur d'État es-Sciences Naturelles, Océanographe biologiste, Université de la Méditerranée, Centre d'Océanologie de Marseille, UMR DIMAR 6540. Spécialiste du benthos méditerranéen. Responsable de l'Équipe « *Gestion de l'environnement et conservation* » UMR 6540 DIMAR. Expert du Ministère de l'Écologie et du Développement Durable pour les Cahiers d'Habitats, membre du Groupe de travail national Mer, du CAR/ASP-UNEP, vice-Présidente du CSRP de la DIREN PACA. Présidente des Conseils Scientifiques du GIP des Calanques de Marseille à Cassis et du Parc marin de la Côte Bleue. Centre d'Océanologie de Marseille, UMR CNRS DIMAR 6540, Station Marine d'Endoume, Rue de la Batterie des Lions, 13007 Marseille. denise.bellan@univmed.fr Glemarec M., Bellan-Santini D., 2004, « Habitats marins », In Bensettiti F., Bioret F., Roland J. (Coord.), *Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire. Habitats Côtiers*, « Cahiers d'habitats » Natura 2000, Tome 2 + Cédérom, MATE/MAP/MNHN, Ed. La Documentation Française, Paris, p. 33-150..

JEAN-CLAUDE DAUVIN

Jean-Claude Dauvin, Professeur des Universités, Docteur d'État es-Sciences Naturelles, Océanographe biologiste, Université des Sciences et Techniques de Lille, Station Marine de Wimereux, Spécialiste du benthos marin de la Manche. Directeur de la Station Marine de Wimereux et de l'UMR CNRS 8013 ELICO (1998 à 2005). Coordinateur de l'ouvrage ? eGestion Intégrée des Zones Côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel' réalisé dans le cadre du programme LITEAU (1998-2002). Directeur du

programme Scientifique Seine-Aval (2004-2006). Station marine de Wimereux, Université de Lille 1, FRE CNRS ELICO 2816, 28 Avenue Maréchal Foch, B.P. 80, F-62930 Wimereux. jean-claude.dauvin@univ-lille1.fr. Dauvin J.C. (coord.), 2002. « Gestion intégrée des zones côtières : outils et perspectives pour la préservation du patrimoine naturel », *Patrimoines naturels*, 57, p. 1-346.